LE LIBAN Entre la guerre civile et l'agression israélienne

(Extraits du rapport du Comité central du PCL)

Le Comité central du Parti Communiste libanais a discuté, durant la session qu'il a tenue en août 2010, les développements de la situation politique dans le monde et au Liban, et il a publié un long rapport duquel nous avons tiré les extraits suivants:

La situation actuelle dans la région arabe marque la fin du statu quo qui avait prévalu pendant les derniers mois, à cause des défaites subies par le projet étasunien, tant en Afghanistan qu'en Irak, mais aussi celles subies par Israël depuis son agression contre le Liban (2006) et Gaza (2008).

En effet, à la suite du retrait partiel de l'Irak et en prévision des élections de novembre prochain, les Etats-Unis de Barak Obama tentent de recourir à la politique de "la guerre préventive" déjà utilisée par G W Bush et, ce, afin de conquérir de nouveaux marchés et de nouvelles zones d'influence pouvant les sortir de la crise dans laquelle ils s'embourbent de plus en plus. Et, puisqu'un conflit mondial est impensable, l'administration étasunienne, suivie en cela par Israël, vient de mettre au politique d'attaques partielles et de guerres civiles point une (confessionnelles et ethniques) dans le but d'améliorer les conditions de leur présence (économique, surtout) au Moyen Orient et, en particulier, dans le Golfe arabique et l'Afghanistan où la découverte du pétrole, en plus du lithium et autres minéraux de valeur avait redonné un nouvel élan à la colonisation de ce pays déjà très important d'un point de vue stratégique pour contrer l'avance de la Chine ou de l'Inde, ou encore l'élargissement de l'influence russe.

La situation politique libanaise

-Durant l'année en cours, le Liban a connu une accalmie intérieure due au rapprochement saoudo-syrien qui avait engendré, en 2009, un certain consensus dont l'expression la plus claire fut la formation, sept mois après les élections législatives (mai 2009) d'un gouvernement dit "d'union nationale" dans lequel se sont retrouvées la majorité (Saad Hariri- Arabie saoudite) et l'opposition traditionnelle (Hezbollah-Syrie).

-Ce consensus, engendré par les circonstances régionales, a dicté aux forces politiques libanaises, antagonistes en principe, un certain attentisme et une certaine tempérence, malgré qu'elles n'étaient pas satisfaites de suivre une telle solution et qu'elles attendaient une occasion propice pour y mettre fin.

-Il va, donc, sans dire que cette atmosphère consensuelle n'était pas créée dans le but de permettre aux antagonistes de trouver une solution aux problèmes litigieux; au contraire. Le contenu politique du programme gouvernemental n'a pas mis fin aux divisions intestines concernant "la légitimité des armes de la Résistance", les relations avec la Syrie ou les Palestiniens présents au Liban. Pis encore, les deux parties en présence ne sont pas arrivées à un point de vue commun en ce qui concerne les réseaux d'espions israéliens, surtout que ce problème fut tout de suite camouflé par une surenchère confessionnelle de la part de tous.

Ainsi, au moment même où la tension se fit sentir sur le plan régional, la situation intérieure libanaise entra dans une nouvelle phase, très dangereuse sur plus d'un plan:

-Une escalade israélienne, politique et militaire, contre le Liban: menaces et préparatifs militaires (manœuvres sur les frontières, nouvelles troupes, survol du territoire libanais, tirs à Aadaïssa, problèmes sur la "ligne bleue" tracée par l'ONU) en vue d'une agression qui tiendra lieu d'une revanche et permettra à Israël de reprendre les rennes en main et, par suite, de mettre à exécution son plan visant à liquider la cause palestinienne.

-Une tentative de la part des Etats-Unis de changer certaines clauses de la résolution 1701, dans une perspective visant à garantir une aide inconditionnelle à Israël tout en contrant le mouvement de la Résistance en cas de conflit avec lui.

-Une escalade politique accompagnée d'une autre, confessionnelle, sur plus d'un titre: les armes de la Résistance, la FINUL, les espions, l'infiltration par Israël du réseau des télécommunications...

-L'accusation, par certains, du Hezbollah (chiite) d'avoir préparé et exécuté l'assassinat de Rafic Hariri (ex président du Conseil, sunnite), de manière à soulever une tempête confessionnnelle pouvant être suivie par une nouvelle guerre civile.

-Une tentative visant à pousser la Résistance, une fois de plus comme en mai 2008, à utiliser ses armes dans une bataille de rues, ce qui faciliterait l'agression israélienne.

-"Irakiser" le conflit politique libanais, c'est-à-dire faire en sorte qu'un conflit sunnite-chiite éclate au Liban et se propage à partir de ce foyer vers l'Iran et le Golfe en général.

Le Sommet tripartite

Ces développements ont exigé des solutions assez rapides, dont la tenue du Sommet tripartite entre les chefs de la Syrie, de l'Arabie saoudite et du Liban.

Il est nécessaire de s'arrêter sur certains points qui ont accompagné la tenue de ce Sommet et les conséquences qui en ont découlé:

- a) Le Sommet ne fut pas à la hauteur des attentes; il ne put donner une solution au problème du tribunal international pour lequel il fut tenu.
- b) Le communiqué final ne contient que des généralités concernant la nécessité de poursuivre le dialogue, de mettre en exécution le contenu des accords de Taëf et de Doha, de maintenir le "gouvernement d'unité nationale"...
- c) Rien ne fut dit à propos du tribunal international, ce qui a laissé supposer l'absence de toute entente ou consensus à ce propos, comm si quelqu'un voudrait garder un précieux alibi pouvant être utilisé contre le Hezbollah ou l'Iran.
- **d)** Le Sommet renforça la division et les tutelles de l'Arabie saoudite et, surtout, de la Syrie don't le rôle s'en trouva renforcé.
- e) Il ne fut qu'une tentative visant à retader la déflagration intérieure, en attendant les développements dans la région, surtout qu'il fit suite à une activité saoudienne qui avait commencé aux Etats-Unis et qui s'était poursuivie en Egypte, Syrie et Jordanie, proposant des solutions, non seulement au problème libanais, mais aussi et surtout à ceux de l'Irak, de l'Iran et de la Palestine.

Donc, une lecture minutieuse de la situatin intérieure libanaise durant les prochains mois permet d'évaluer dans quel sens irait la solution sur le plan palestinien, et la couverture dont elle aura besoin pour être acceptée, mais aussi quelle seront les conséquences des menaces israéliennes contre le Liban ou des répercussions du "tribunal spécial pour le Liban" (TSL): des développements très mouvementés et une situation de crise aigüe.

C'est pourquoi le PCL insiste, une fois de plus, sur la priorité de garantir la paix civile face au projet américano-israélien qui constitue le danger principal dans la région. Il attire aussi l'attention sur les dangers de plonger le Liban dans une guerre confessionnelle dans le but d'affaiblir et de diviser la société libanaise, ce qui faciliterait la réalisation de l'objectif israélien de mettre fin à la Résistance patriotique libanaise et au rôle joué par le Liban dans le conflit arabo-israélien.

Les positions du PCL

Partant du fait que **l'agression et la guerre civile** constituent les deux faces d'un même projet, le PCL affirme qu'il ne serait pas neutre dans un tel conflit; bien au contraire. Il trouve nécessaire de se préparer à faire face à de telles éventualités, à partir de ses positions de parti démocratique et résistant.

a-Voilà pourquoi, le CC appelle toutes les organisations à mettre au point les plans nécessaires afin de prendre part à la lutte, tant politique qu'armée, contre toute agression israélienne.

b-Il demande expressément au gouvernement de revoir les statuts du TSL, surtout que ce tribunal a perdu son intégrité, par suite des interférences étasuniennes et autres dans ses activités, mais aussi à cause de l'affaire des faux témoins (reconnue par l'actuel président du Conseil, Saad Hariri) et des accusations, étayées, lancées par le Hezbollah contre Tel Aviv.

c-Il attire l'attention sur les dangers que pourrait encourir la Résistance, si elle se laisse entraîner dans le conflit intérieur qui ne profitera qu'aux meurtriers et à ceux des Libanais inféodés à Israël et aux Etats-Unis.

La guerre civile a, aujourd'hui comme hier, un seul promoteur; cependant, elle n'aboutira que si une autre partie est entraînée dans son sillage. Les commanditaires d'une telle guerre intérieure connaissent très bien le talon d'Achille du Hezbollah, à savoir la contradiction entre son rôle dans la Résistance et ses structures confessionnelles (chiites); voilà pourquoi ils tentent d'utiliser la faille confessionnelle pour porter un coup mortel au rôle. D'où la responsabilité du Hezbollah, qui se trouve aujourd'hui dans les premières positions, de tenter de colmater la faille et de préserver le rôle de la Résistance, en refusant de s'imiscer à nouveau dans un conflit intérieur qui ne fera que l'entraîner là où il ne doit pas être.

Bien plus, et par-delà le "tribunal spécial pour le Liban" (TSL), le PCL trouve que la situation d'exacerbation confessionnelle ne fait qu'augmenter les instincts de violence, à tel point qu'une petite querelle peut dégénérer en guerre entre les confessions: l'exemple de ce qui s'était passé dans le quartier Borj Abi-Haïdar (Beyrouth) est très flagrant à ce propos, puisqu'il a abouti à trois mort et des dizaines de blessés, sans oublier les dégâts matériels…

La guerre confessionnelle n'a d'autre aboutissement que l'exacerbation des haines et un surplus de destruction. Elle est basée sur les instincts de violence qui annihilent tout sentiment d'appartenance nationale, et se termine toujours par un consensus qui prépare de nouveaux rounds de violence.

D'où, pour le PCL, la nécessité de lier le projet de la **Résistance** à celui du **Changement** démocratique, à partir d'un projet démocratique de réformes politiques, qui réorganisera la situation intérieure, non sur la base des divisions confessionnelles qui encerclent la Résistance, mais des bases d'appartenance nationale.

Seul un tel programme pourra garantir une envergure nationale à la Résistance face à tout projet d'agression de la part d'Israël ou à toute tentative de guerre int l'Orieure libano libanaise.

Le PCL tentera, dans l'état actuel des faits et à partir de sa vision patriotique et du rôle qu'il a toujours joué au sein de la Résistance contre le projet étasunien-israélien, de faire en sorte que son projet devienne le projet de tous les Libanais; et, ce, à partir des points suivants:

- 1 Mener une large campagne politique visant toutes les forces et les personnalités du Liban. Le but: les mettre devant leurs responsabilités en ce qui concerne la garantie de la paix civile afin de mieux faire face au nouveau projet des Etats-Unis et d'Israël contre notre pays.
- 2 Faire front commun avec les forces patriotiques et progressistes avec lesquelles le PCL s'est toujours opposé au projet américano-israélien.
- 3 Créer une atmosphère politique et populaire pouvant faire pression dans le sens d'empêcher la guerre civile qui se profile, tout en dénonçant les objectifs (étasuniens, surtout) visant à utiliser le

TSL en tant qu'outil au service du projet des Etats-Unis et d'Israël. Pour ce faire, il est nécessaire d'agir sur plus d'un plan, avec les forces politiques, les intellectuels, les syndicats et organisations populaires, mais aussi d'utiliser tous les moyens de lutte, depuis le communiqué, le tract, le sit-in et les manifestations, et jusqu'à la tenue d'un congrès national.

: